10c.

Journal du Lot

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUÉSANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES (7 colonnes à la page).....	50 cent.
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace).....	75 cent.
RÉCLAMES 3 ^e page (— d —).....	1 fr. 25

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

A Spa. La mauvaise foi allemande est évidente. Il faut pourtant aboutir. — Une campagne regrettable. — L'élection américaine.

Les Alliés seraient d'accord pour le partage de l'indemnité allemande. Mais quelle sera cette indemnité ?

Si l'on s'en tient à une note que les dirigeants de Berlin ont fait remettre aux délégués des puissances, juste avant la réunion de Spa, la capacité de paiement des vaincus serait nulle !...

Cette note affirme que le moral de l'Allemagne est désastreux. On ne peut compter, pour la production, ni sur les ouvriers, ni sur le paysan, ni sur la bourgeoisie, ni sur les intellectuels, encore moins sur le monde militaire !

Le gouvernement de Berlin estime que l'Allemagne a perdu « 50 0/0 de sa productivité » ; et « on ne peut espérer une amélioration notable ». Il serait même dangereux de pousser le pays à accroître son effort :

« Il s'agit ici d'une nécessité inévitable qui ordonne de réduire la pression morale et physique. Car si l'on ne réduisait pas dans tous les domaines l'effort qu'on exige, l'on ne saurait s'attendre à une amélioration dans un délai accessible à nos prévisions. Si l'on maintenait la même tension qu'autrefois sans que le pays ait repris des forces au préalable, on n'arriverait pas à un accroissement de la production, mais à un effondrement général, sur le terrain moral, physique et social. »

Ayant ainsi, dans un but intéressé, affirmé les tares du Reich, les dirigeants concluent que le pays ne peut pas guérir, ni payer par conséquent, s'il ne résout pas d'abord sa crise financière. Et le tableau brossé n'est pas réjouissant :

« Il n'existe actuellement aucun moyen de rembourser la dette flottante ou de la transformer en dette consolidée... On n'a même pas la perspective, actuellement, d'empêcher que la dette flottante ne continue à s'accroître... Déclarer la banqueroute, comme on le recommande parfois, ce serait conduire à la dissolution de tout l'ordre social. » Conclusion : l'Allemagne ne peut pas tenir les engagements inscrits dans le traité.

« L'exécution du traité, dans la forme qu'on a aujourd'hui sous les yeux, mettra les finances allemandes dans un péril encore plus grand. »

C'est le dernier mot des Boches : Ils ne peuvent pas payer !... Ce n'est pas l'avis d'un américain de marque qui vient de faire un long séjour en Allemagne et qui déclare, dans le *Petit Parisien*, que le relèvement allemand sera prodigieusement rapide. Il affirme que le pays sera en pleine prospérité, en plein rendement dans « DEUX ans au plus ».

Mais, même si les pleurs des dirigeants de Berlin étaient sincères, en quoi les victimes seraient-elles responsables d'une situation qu'elles n'ont pas créée. S'il y a des peuples qui aient le droit de se plaindre, ce sont bien ceux dont les provinces ont été saccagées, ruinées, incendiées ?...

Que les Boches cessent donc de geindre. Ils ont commis un crime effroyable, ils doivent supporter les conséquences de leurs actes. Et puis, si les pleurs étaient justifiés, si, comme l'écrit le *Temps*, « les hommes chargés de diriger l'Allemagne ont véritablement l'impression d'être sur un navire désarmé qui court malgré eux au naufrage, à quoi servirait de discuter avec eux ? Si la situation de l'Allemagne est telle qu'ils la décrivent, que valent leurs promesses ? Si elle n'est pas comme ils la voient, que vaut leur jugement ? M. Simons a dit aux journalistes que le gouvernement allemand a besoin de savoir d'abord ce que les alliés exigent de lui. Nous croyons qu'il se trompe. Ce sont les alliés qui ont besoin de savoir d'abord s'ils ont en face d'eux un gouvernement capable de prendre des engagements et de les tenir. »

Nous sommes fixés avant même que prenne fin la Conférence de Spa.

Depuis lundi, les Allemands manœuvrent pour s'en tenir à des promesses vaines. Leur attitude a fini par indisposer fortement Lloyd George qui, d'accord avec les Alliés, a posé mardi un véritable ultimatum aux délégués du Reich.

Nous ne sommes pas au bout des pourparlers, mais il paraît improba-

ble qu'ils puissent se terminer à la satisfaction des vainqueurs.

L'Allemagne n'obéit qu'à un seul argument, la Force. Il faudra, sans doute, en arriver à l'application des sanctions prévues !...

Ce sera l'unique moyen de triompher de la mauvaise foi allemande.

Ah ! si les Boches avaient été vainqueurs, ils auraient bien trouvé le moyen d'exiger, jusqu'au dernier sou, le paiement de la *Kotssale* indemnité qu'ils nous auraient réclamée !...

Une campagne tenace est entreprise dans certains journaux contre Clemenceau.

L'œuvre de cet admirable vieillard qui sut galvaniser la France au moment du danger et « faire la guerre » pour assurer la victoire, sera jugée par l'histoire. Il est trop tôt pour en parler aujourd'hui avec toute l'impartialité désirable. Mais d'un article du *Temps* (opinions de Province), nous tenons à extraire quelques lignes excellentes : les Français que n'aveugle pas la passion les liront avec intérêt :

« ...Nous ne consentons pas à ce que cette recherche nécessaire des erreurs et des fautes de ceux qui ont été nos chefs et nos libérateurs, soit aux armées, soit au gouvernement, dégénère en manœuvres contre leur honneur de patriotes et s'attache à ternir l'éclat de leur gloire. Les hommes les meilleurs, de pensée profonde et d'inlassable énergie, ont été souvent inégaux à la violence des événements fondant sur eux, en cyclones, et ont fléchi quand il eût fallu tenir ; dans la nuit où ils marchaient, les plus habiles à se faire un chemin se sont quelque fois égarés. C'est entendu, et il n'est pas inutile que nous sachions où et comment ils se sont trompés, pourvu qu'on veuille bien avouer que la clairvoyance parfaite comme la force de résistance trouvent assez vite leurs limites dans notre pauvre nature humaine, et qu'on ne fasse pas porter aux hommes la responsabilité des tempêtes qui les roulent dans leur tourbillon. Le sage pêche sept fois en un jour, et le génie le plus lumineux a aussi ses délices. Ce qui n'empêche pas qu'on honore l'un et qu'on admire l'autre. La France sait que ses grands hommes ont tous été des hommes, mais quand même grands parmi les plus grands, et ne veut pas que, sous couleur d'exactitude historique, on mette en morceaux la gloire d'un Joffre, d'un Gallieni, d'un Foch, d'un Clemenceau, de tant d'autres qui, par la méditation intense et l'effort indomptable, lui ont conquis la délivrance et le salut. Elle ne veut pas que, pour quelques défaillances, on méconnaisse le dévouement de tous ces bons ouvriers de la victoire, même de ceux qui, plus modestement, l'ont servie utilement et de toute leur âme. En s'attaquant aux hommes qui, aux heures tragiques, ont tenu vaillamment le drapeau et l'ont conduit à la victoire, les uns veulent atteindre la République, ceux-là l'armée, et d'autres la France elle-même. On en entend ces jours-ci qui, à grand bruit, discutent sur les origines de la guerre, comme si elles n'étaient pas depuis longtemps connues du monde entier, et s'apprêtent à obscurcir la lumière elle-même pour disculper l'Allemagne. Il ne s'agit que de rabaisser certains Français, mais par là c'est la France elle-même qui serait diminuée. Finalement, c'est son honneur, la grandeur merveilleuse de son action, la pure beauté de son sacrifice qui seraient déformés jusqu'à en devenir méconnaissables sous les coups de marteau qui démolissent peu à peu les images grandioses érigées par son amour renaissant à ses plus illustres enfants. En les défendant, c'est elle que nous défendons. Ne laissons pas toucher à nos gloires. Ces grands chefs civils et militaires n'ont pu tout faire ; il y avait trop à faire. Mais ils ont fait « ce qu'ils ont pu, du mieux qu'ils ont pu » ; et ils ont fait beaucoup, parce que des pentes de l'abîme ils ont retiré la France ; ils ont pu beaucoup, parce qu'ils ont aimé leur patrie plus que tout le reste. C'est assez pour que celle-ci les garde à jamais sur son cœur. »

« ...Nous ne consentons pas à ce que cette recherche nécessaire des erreurs et des fautes de ceux qui ont été nos chefs et nos libérateurs, soit aux armées, soit au gouvernement, dégénère en manœuvres contre leur honneur de patriotes et s'attache à ternir l'éclat de leur gloire. Les hommes les meilleurs, de pensée profonde et d'inlassable énergie, ont été souvent inégaux à la violence des événements fondant sur eux, en cyclones, et ont fléchi quand il eût fallu tenir ; dans la nuit où ils marchaient, les plus habiles à se faire un chemin se sont quelque fois égarés. C'est entendu, et il n'est pas inutile que nous sachions où et comment ils se sont trompés, pourvu qu'on veuille bien avouer que la clairvoyance parfaite comme la force de résistance trouvent assez vite leurs limites dans notre pauvre nature humaine, et qu'on ne fasse pas porter aux hommes la responsabilité des tempêtes qui les roulent dans leur tourbillon. Le sage pêche sept fois en un jour, et le génie le plus lumineux a aussi ses délices. Ce qui n'empêche pas qu'on honore l'un et qu'on admire l'autre. La France sait que ses grands hommes ont tous été des hommes, mais quand même grands parmi les plus grands, et ne veut pas que, sous couleur d'exactitude historique, on mette en morceaux la gloire d'un Joffre, d'un Gallieni, d'un Foch, d'un Clemenceau, de tant d'autres qui, par la méditation intense et l'effort indomptable, lui ont conquis la délivrance et le salut. Elle ne veut pas que, pour quelques défaillances, on méconnaisse le dévouement de tous ces bons ouvriers de la victoire, même de ceux qui, plus modestement, l'ont servie utilement et de toute leur âme. En s'attaquant aux hommes qui, aux heures tragiques, ont tenu vaillamment le drapeau et l'ont conduit à la victoire, les uns veulent atteindre la République, ceux-là l'armée, et d'autres la France elle-même. On en entend ces jours-ci qui, à grand bruit, discutent sur les origines de la guerre, comme si elles n'étaient pas depuis longtemps connues du monde entier, et s'apprêtent à obscurcir la lumière elle-même pour disculper l'Allemagne. Il ne s'agit que de rabaisser certains Français, mais par là c'est la France elle-même qui serait diminuée. Finalement, c'est son honneur, la grandeur merveilleuse de son action, la pure beauté de son sacrifice qui seraient déformés jusqu'à en devenir méconnaissables sous les coups de marteau qui démolissent peu à peu les images grandioses érigées par son amour renaissant à ses plus illustres enfants. En les défendant, c'est elle que nous défendons. Ne laissons pas toucher à nos gloires. Ces grands chefs civils et militaires n'ont pu tout faire ; il y avait trop à faire. Mais ils ont fait « ce qu'ils ont pu, du mieux qu'ils ont pu » ; et ils ont fait beaucoup, parce que des pentes de l'abîme ils ont retiré la France ; ils ont pu beaucoup, parce qu'ils ont aimé leur patrie plus que tout le reste. C'est assez pour que celle-ci les garde à jamais sur son cœur. »

Après 44 tours de scrutins qui placent en tête, tantôt M. Mac Adoo, tantôt M. Cox, le parti démocrate américain a désigné son candidat pour la Présidence de la République.

Un troisième candidat, M. Palmer, s'étant retiré en faveur de M. Cox, on proposa de désigner ce dernier, par

acclamations, porte-drapeau des démo-

crates. Le vote paraissant devoir ne donner aucun résultat décisif, la proposition fut acceptée et les partisans de Mac Adoo se rallièrent à la candidature Cox, qui devint ainsi le candidat de tous les délégués.

La lutte sera vive pour la présidence entre le candidat des républicains et celui des démocrates.

La France n'a pas à s'immiscer dans une lutte d'ordre intérieur, mais elle ne peut oublier que les démocrates se sont prononcés pour l'exécution complète du traité de Versailles...

A. C.

INFORMATIONS

Les Français occuperont Franfort

Le bruit court dans les milieux diplomatiques de Londres que le gouvernement français prend des mesures pour occuper de nouveau Franfort et le district voisin qui comprend Mannheim et Heidelberg, dès samedi prochain, comme il paraît maintenant certain que le désarmement de la Reichswehr n'aura pas été effectué à cette date.

Les Italiens évacuent Durazzo

L'*Idea Nazionale* apprend que, dès son arrivée à Durazzo, le baron Alioi, ministre plénipotentiaire d'Italie auprès du gouvernement de Tirana a ordonné le retrait d'un bataillon italien qui se trouvait encore à Durazzo.

Les succès du général Wrangel

Un communiqué du War Office dit que la cavalerie du général Wrangel a cerné un corps de cavalerie bolcheviste composé de 18 régiments, lesquels furent pris sous le feu concentré des trains blindés, des troupes et des avions. Cent cinquante hommes seulement se sont échappés. Le champ de bataille est jonché de cadavres ennemis. La cavalerie du général Wrangel a fait 1.000 prisonniers, dont un officier commandant le corps de cavalerie et son état-major et a capturé 40 canons, de nombreuses mitrailleuses et du matériel de transport.

Les relations avec le Vatican

Après un gros débat, la Commission des finances a refusé, par 20 voix contre 17, de passer à la discussion du projet de crédits relatifs au rétablissement de l'ambassade au Vatican. On sait que, il y a quelques jours, la Commission des affaires extérieures, approuvait, à la presque unanimité, les décisions du rapport de M. Cofrat, qui tendait à la reprise de nos relations diplomatiques avec le Vatican.

Chambre des Députés

Séance du 6 juillet 1920

La Chambre s'occupe des régions libérées. M. Marsal, ministre des finances déclare accepter un amendement tendant à élever à 12 milliards le maximum des avances que l'Etat pourra faire aux régions libérées.

Diverses observations sont présentées en faveur des régions libérées par MM. Lefebvre, Philippoteau.

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

Séance du 7 juillet 1920

Dans la séance du matin, la Chambre continue la discussion du budget des régions libérées.

M. Ogier, ministre des régions libérées, dit qu'il fera tous ses efforts pour donner satisfaction aux sinistrés et il propose de décerner des récompenses à ceux qui furent otages des Boches.

Le Gouvernement va déposer un projet de loi mettant les commissions cantonales sous la juridiction directe du ministère des régions libérées.

M. Boulanger signale que les sinistrés sont obligés d'aller chercher bien loin ce qu'ils ont dans les camps anglais.

Séance de l'après-midi

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre examine les chapitres du budget des régions libérées. M. Fournier-Sarlovèze se plaint de la mauvaise administration des régions libérées. Il a, dit-il, demandé de la toile et des draps pour les habitants, on lui

a envoyé des bonbons en chocolat.

M. Ferrette demande l'épure du personnel masculin dans les diverses administrations des régions libérées.

Après une intervention de M. Marin, la Chambre vote le crédit de 12 milliards en faveur des régions libérées.

Sénat

Séance du 6 juillet 1920

Le Sénat discute un projet de loi modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires des grades correspondants.

M. Boudenoit propose de fixer la limite d'âge des colonels à 60 ans, des généraux de brigade à 61 ans, de division à 63 ans.

Mais le Sénat vote le projet adopté par la Chambre : la retraite des colonels est fixée à 59 ans, des généraux de brigade à 60 ans et des généraux de division à 62 ans.

CHRONIQUE LOCALE

CONTRE UN ABUS

Ainsi que nous le relatons ci-dessus, d'après l'*Officiel*, M. Louis Delport, député du Lot, est intervenu dans la discussion de l'importante question du tabac indigène.

M. Louis Delport qui faisait ses débuts à la tribune du Parlement, a été, écrit notre excellent confrère la *France du Sud-Ouest*, très applaudi.

Les planteurs ont été bien défendus : aussi bien, la Chambre a donné raison au député du Lot. Les planteurs ont obtenu pleine satisfaction.

Ils ne manqueraient pas de féliciter et de remercier leur Président.

De plus, nous tenons à mentionner la protestation que le député du Lot a élevée, au cours de la discussion, contre la vente du tabac américain en France.

Le tabac américain, a dit M. Delport, ne peut pas s'écouler seul et l'on dit aux fumeurs : « Si vous voulez notre scapellati, vous devez acheter en même temps un paquet de tabac américain. »

C'est exact. Tous les fumeurs se plaignent de cet abus : c'est la carte forcée, et cette carte revient cher.

En achetant un paquet de scapellati de 1 franc, il faut acheter une boîte de tabac américain de 2 francs. La boîte est jolie, solide, élégante, sans doute, mais on ne fume pas la boîte. Or, comme l'a dit M. Delport à la tribune du Parlement, le tabac contenu dans cette boîte ne vaut rien.

Tous les jours, nous enregistrons, à ce sujet, les doléances des fumeurs. Ces jours derniers, notre excellent confrère Gau, se faisait dans la *Dépêche*, l'écho de ces doléances, — des siennes et des nôtres, évidemment.

M. Louis Delport les a transmises au Gouvernement : il est à souhaiter qu'il soit entendu.

Le tabac est vendu assez cher sans qu'on vienne encore le grever d'un droit de 2 fr. par paquet de 1 fr. ! C'est abusif.

Si l'Etat a cru devoir prendre à sa charge les millions de boîtes de tabac américain, il n'a qu'à les écouter comme il pourra. Le consommateur n'est pas tenu de payer les « gaffes » commises, de solder les mauvais marchés conclus.

Nous le répétons, cette « obligation » pour le fumeur de scapellati de s'embarasser d'une boîte de mauvais tabac à 2 francs la boîte, est un abus de pouvoir.

Il y a quelques mois, on entendait de violentes protestations contre des commerçants qui obligeaient tout acheteur de sucre, d'acheter une quantité déterminée de café.

On criait au mercantilisme, au vol, on blâmait, on injurait, on menaçait ces commerçants de poursuites.

Somme toute, l'Etat ne fait qu'imiter ces commerçants. Est-il moins blâmable qu'eux ?

On sera reconnaissant à M. Louis Delport de son énergique protestation mais le dévoué député fera bien de renouveler sa protestation.

Le public l'approuvera et l'applaudira.

LOUIS BONNET.

La Cause des Planteurs de tabac à la Chambre

Dans la séance de lundi matin, la Chambre s'est occupée de la question des tabacs.

MM. Delport et Delmas, députés du Lot, ont soutenu avec succès la cause des planteurs et ont démontré la nécessité d'intensifier la culture de tabac en France.

Voici, d'après l'*Officiel*, le compte rendu de leur énergique intervention :

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1920 (suite de la loi de finances).

Dans sa deuxième séance de samedi, la Chambre s'est arrêtée à l'article 35.

J'en donne lecture : « Art. 35. — La retenue sur le prix des livraisons de tabacs, autorisée par les articles 38 de la loi du 24 décembre 1814 et 1^{er} de la loi du 21 avril 1832 et spécialement affectés aux frais d'expertise et autres dépenses à la charge des planteurs, est fixée, à partir de la livraison de la récolte de 1920, à un centime par franc de la valeur des tabacs admis à paiement. »

Sur ce texte, nous avons tout d'abord un amendement déposé par MM. Delport, Delmas, Joachim Murat, etc., etc. « L'article 5 de la loi de finances du 31 mars 1919 est modifié, comme suit : « les prix des tabacs indigènes seront fixés chaque année en décembre pour les diverses récoltes de l'année en cours. »

La parole est à M. Delport.

M. Delport, Messieurs, la loi de mai 1919 nous a accordé qu'une commission paritaire fixerait le prix des tabacs. Il m'a paru qu'avec l'augmentation croissante du coût de la vie, du coût des engrais — et, en cela je pense être d'accord avec M. le Directeur des manufactures de l'Etat — les prix fixés par cette commission, cette année, devraient être affectés aux planteurs, les tabacs qu'ils plantent à l'heure actuelle.

J'espère que la Chambre me donnera raison. Je ne développe pas davantage mon amendement, puisque j'aurai à prendre la parole pour l'extension de la culture.

M. Emmanuel Brousse, sous-secrétaire d'Etat des finances. Nous acceptons l'amendement.

M. Delport. Je demande à la Chambre, alors, de voter ce qu'acceptent le Gouvernement et le directeur des manufactures de tabac (Très bien ! très bien !)

M. le président. La commission des finances accepte-elle ?

M. Charles Dumont, rapporteur général. C'est une matière essentiellement gouvernementale. Nous acceptons les suggestions du Gouvernement.

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. Nous acceptons l'amendement.

M. le président. MM. Delport, Delmas, prince Murat, etc., etc. proposent un article nouveau qui se placera après l'article 35 et qui est ainsi conçu :

« En outre, une somme de 10 millions de francs sera affectée à l'achat des tabacs indigènes. »

La parole est à M. Delport.

M. Delport. Je ne demande pas un crédit nouveau, mais un simple virement. La commission a accepté une augmentation de 66 millions pour les tabacs exotiques, et elle a diminué de 3 millions le crédit pour l'achat des tabacs indigènes.

M. le rapporteur général. Cette discussion n'a rien à faire avec la loi de finances. Cet article n'est pas recevable.

M. Delport. Au lieu d'envoyer de l'argent à l'étranger, il vaudrait mieux le donner aux cultivateurs français.

Je demande à l'administration, sinon pour cette année, du moins pour l'année prochaine, de faire des essais. Nous prouverons à l'administration que le tabac qu'elle achète à l'étranger peut être cultivé en France.

Partout, dans nos campagnes et dans nos villes, on manque de tabac. Je vous apporte ici non seulement le remède à cette crise, mais aussi le moyen de la surproduction du blé. Dans les terres qui ont été plantées en tabac, ou le cultivateur a apporté beaucoup d'engrais et tous les soins imaginables, le blé semé en octobre — et c'est une vieille expérience — donne quelquefois une récolte double, en tout cas supérieure à celle que produisent des terres qui l'année précédente n'ont pas été cultivées en tabac. (Applaudissements.)

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. Les essais que vous réclamez vont être faits, j'en ai reçu l'assurance de la part de M. le directeur général des manufactures de l'Etat.

Les expériences en cours seront poursuivies avec plus d'empresse.

En ce qui concerne les primes, vous savez qu'elles sont fixées par une commission paritaire, qui se réunit au mois de décembre.

Pour le budget de 1921 nous inspirerons de vos suggestions et nous ferons l'impossible pour vous donner satisfaction.

M. le président. La parole est à M. Delport.

M. Delport. Je remercie le gouvernement d'être de mon avis, mais j'insiste particulièrement pour dire que dans les terres plantées en tabac, nous avons l'année suivante une surproduction de blé. Ces terrains bien préparés donnent une moyenne de 2.000 kilogrammes à l'hectare tandis que les autres ne donnent que 1.200 kilogrammes.

Voilà un moyen de résoudre le problème du blé, très important pour le trésor et la population. (Très bien ! très bien ! — Applaudissements.)

compliments, mais l'expression de toute notre reconnaissance. (Applaudissements.)

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. Le gouvernement s'associe à votre hommage.

M. Delport. Je vous en remercie, monsieur le sous-secrétaire d'Etat, mais puisque vous remerciez vos fonctionnaires, j'avais le devoir de remercier nos paysans. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. Delmas.

M. Delmas. Nous ne demandons pas le vote de nouveaux crédits, mais nous voudrions obtenir une somme de 10 millions de francs, sur les crédits votés pour l'achat de tabac à l'étranger, pour encourager en France la culture du tabac indigène. On ne peut pas, on ne doit pas faire l'injure à la France, de croire qu'avec son sol et son climat elle ne peut pas produire le tabac qu'on achète à l'étranger.

En développant la culture du tabac en France, vous rendez service à l'agriculture. M. Delport vous l'a dit, mais en même temps vous conservez en France l'argent français. Vous diminuez les importations et en développant sur notre sol national (telle espèce étrangère, vous pouvez envisager pour l'avenir des exportations.)

M. Delmas. Nous demandons à la direction des manufactures de l'Etat d'encourager la culture du tabac en France...

M. le rapporteur général. Et aux colonies.

M. Delmas. ...en créant des champs d'expérience, et en encourageant les essais.

M. de Tinguy du Pouët. Et en élargissant le champ des régions dans lesquelles le tabac est cultivé. C'est un fait nécessaire.

M. Delmas. C'est pour cela que nous demandons l'extension de la culture.

En outre, au sujet de l'article 35, où il est question d'une retenue sur les prix des livraisons, retenue affectée aux frais d'expertise, je veux croire que, tenant compte du renchérissement de la vie, vous relèverez l'indemnité accordée aux experts pour la même raison qu'a été relevée l'indemnité accordée aux jurés d'assises et que vous allouerez une indemnité aux membres suppléants de la commission des tabacs qu'ils seront convoqués à Paris par leur président.

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. C'est de droit. Il sera tenu compte de votre observation.

M. le rapporteur général dit qu'il s'associe à la demande formulée tendant à l'augmentation des achats de tabac français.

M. Delport. Je suis de l'avis de M. le rapporteur général.

Comme président de la confédération générale des planteurs, je demande que ces expériences, soit faites par les planteurs eux-mêmes sous l'égide de la confédération et de l'administration des tabacs.

Ces expériences ont été faites en Lot-et-Garonne et dans la Dordogne. Elles ont complètement échoué par suite de la mauvaise volonté de l'administration.

Il est prouvé que les terres plantées en tabac doivent être sarclées et bien fumées. L'administration qui faisait ces essais, j'en ai ici des preuves convaincantes, a laissé pousser l'herbe sur ces terres, tel point que le tabac était complètement étouffé ; par suite, il ne pouvait venir à bien.

Quand ces essais auront été faits, nous verrons si nous ne pouvons pas produire en France beaucoup de tabacs que nous achetons à l'étranger.

Je sais que la chaleur des tropiques produit des tabacs de qualité supérieure que nous ne pouvons pas cultiver en France.

M. des Lyons de Feuchin. Ce sont des tabacs de luxe. Ce ne sont pas des tabacs ordinaires.

M. Delport. ...mais notre tabac fait prime à l'étranger.

M. des Lyons de Feuchin. Oui, nous l'avons qu'à exiger.

M. Delport. Il vaut mieux garder chez nous les millions que nous laissons partir à l'étranger.

M. le président. Monsieur Delport, maintenez-vous votre amendement ?

M. Delport. Oui, Monsieur le président.

M. le rapporteur général dit qu'il ne peut accepter l'amendement déposé par M. Del

L'administration poursuit les essais avec la volonté d'arriver à un résultat dans l'intérêt de la production française... (Mouvements divers).

M. Delport. Lorsque notre collègue M. Sempé disait que la question des tabacs avait été escamotée, je suis complètement de son avis.

J'ai déposé un amendement il y a huit jours. Mon train à eu quelques minutes de retard et, quand je suis arrivé, la loi était votée je n'ai pas pu prendre la parole.

Je regrette vivement que mon amendement n'ait pas pu être discuté ce jour-là. C'est un escamotage de premier ordre.

M. le rapporteur général. Je vous remercie, mes chers collègues, pour la manière dont vous avez apprécié le travail de la commission des finances.

M. Delport. Nous défendons les intérêts français et je suis sûr que, dans cette Chambre, nous serons unanimes à défendre les Français contre les étrangers. (Applaudissements sur divers bancs).

Quant au tabac américain, monsieur le ministre, vous devez savoir ce qu'il faut. Dans notre région, le tabac américain ne peut pas s'écouler seul et l'on dit aux fumeurs : « Si vous voulez tout scapler, vous devez acheter en même temps un paquet de tabac américain ».

Le proteste contre ce procédé. Il n'est pas admissible qu'on nous vende un tabac qui ne vaut rien et que l'on nous dise qu'on a fait des essais avec ce tabac sans qualité.

M. le Président. Monsieur Delport, la Chambre ne peut rien décider sans un texte.

M. Delport. Je demande au Gouvernement de déclarer que l'extension de la culture du tabac en France aura lieu et que les expériences seront faites sous l'œil de la confédération des planteurs et de l'administration.

M. le sous-secrétaire d'Etat des finances. Parfaitement.

M. Delport. Je suis heureux d'enregistrer la réponse de M. le Ministre et, après les déclarations du Gouvernement, je retire mon amendement.

On ne peut contenter tout le monde, même quand on fait son devoir. La meilleure preuve est le pamphlet anonyme suivant envoyé de... Bar-le-Duc.

APPEL A LA FEDERATION DES PLANTEURS DE TABAC

Nous protestons énergiquement contre le sans-gêne avec lequel M. Delport, Président de la Fédération, entend défendre nos intérêts.

Agissant de trois millions les achais de tabac français, ce travailleur n'était pas présent à la Chambre pour défendre sa proposition, qui n'a pas été adoptée naturellement.

« Amendement non défendu, amendement fou », dit l'expérience.

Incapable de prendre notre défense, qu'il cède sa place à un vrai travailleur. Nous en avons assez de cette popularité de congressiste dont la réputation et les actes de planteur ne s'affirment que dans les banquets.

Journal Officiel, du 22 juin 1920 : « Chap. 155. Achats et transports. Service des tabacs, 333 millions de francs. »

Il y avait sur ce chapitre un amendement de MM. Delport et Delmas tendant à augmenter le crédit de ce chapitre de 3 millions. L'amendement n'est pas soutenu ?

Un Groupe de Planteurs.

En réponse à ce pamphlet anonyme, MM. Delport et Delmas nous adressent la lettre suivante que les Planteurs du Lot liront avec intérêt :

Nous avons reçu un appel à la Fédération des Planteurs qu'un anonyme a, sans doute, adressé à tous les Présidents des syndicats des planteurs de tabac. Cet appel émane d'un homme qui doit être particulièrement vexé du scrutin du 16 novembre 1919 qui nous a envoyés à la Chambre des députés. Il croyait, sans doute, etc... inconnu, que nous ne saurions pas défendre à la Chambre la cause des planteurs de tabac. Il s'est trompé.

La Chambre, sur notre premier amendement concernant les prix de tabac, a décidé, par un vote unanime, que la commission paritaire se réunirait, comme nous le demandions, pour fixer les prix de la récolte en cours et la faire bénéficier du relèvement des prix.

Grâce à notre amendement les planteurs bénéficieront, au mois de janvier 1921, d'une augmentation considérable du prix de leur récolte. C'est ainsi que nous défendons les causes qui nous sont confiées. Sans notre amendement la commission paritaire n'aurait établi des prix que pour la récolte de l'année prochaine.

La Chambre n'a pas eu à s'occuper de notre deuxième amendement; nous l'avons retiré en raison de la promesse faite par le ministre des Finances de procéder à des expériences de plantations de tabac expérimentique

avec la collaboration de la confédération générale des planteurs.

Notre accusateur anonyme qui envoie sa prose de Bar-le-Duc, en un papier qui ne porte même pas le nom de l'imprimeur, n'aura, pour être convaincu de mauvaise foi, qu'à lire les déclarations du ministre à ce sujet et à noter le vote de la Chambre au Journal Officiel du 6 juillet.

Les félicitations de nos collègues, reçues à la Chambre, et celles que nous recevons chaque jour des planteurs nous suffisent et nous font mépriser les calomnies et les injures de celui qui nous adresse le pamphlet anonyme...

DELPORT, député, Président de la C. G. P.

DELMAS, député, Secrétaire Général de la C. G. P.

Les Planteurs du Lot approuveront leurs élus, dont l'Officiel, comme nous le publions ci-dessus, relate l'heureuse intervention à la tribune en faveur des intérêts des Paysans.

Votes de nos députés

Sur l'amendement de M. Bellet tendant à la suppression des sous-préfets, nos députés ont voté : Pour.

La Chambre a adopté par 388 voix contre 156.

Médailles militaires

Les décorations posthumes dans l'ordre de la médaille militaire sont attribuées aux sous-officiers et soldats du 7^e dont les noms suivent :

Bourdicaud-Dumay Joseph-Charles : bon sous-officier. Mort glorieusement le 2 février 1915, en s'élançant avec sa demi-section à l'assaut des fortes positions de Perthes-les-Hurlus. A été cité.

André Paul-Louis : très bon sous-officier. A trouvé une mort glorieuse en s'élançant à la contre-attaque le 8 septembre 1915, au secteur de la Harazée, en Argonne. A été cité.

Henry Paul-Sylvester : bon et brave soldat. Tué à son poste de combat, au cours d'un violent bombardement, le 16 juin 1915 devant Arras. A été cité.

Aviation

M. Roger, lieutenant au 7^e d'infanterie, est affecté au 4^e régiment d'aviation d'observation.

Notariat

M. Longueuch est nommé notaire à la résidence de Figeac, en remplacement de son père.

Compatriotes

Nous apprenons avec plaisir que M. Tulet, surveillant d'internat au Lycée Gambetta, glorieux mutilé de guerre, décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre, vient d'être reçu au concours des contributions indirectes.

Nos félicitations.

Caisse des Ecoles

L'assemblée générale de la Caisse des Ecoles aura lieu à la Mairie, le dimanche 11 juillet, à 11 heures du matin.

Conférence

Vendredi matin, une conférence sera faite aux troupes de la garnison par un médecin-major délégué du 17^e corps d'armée.

Le conférencier traitera la question de l'alcoolisme et des maladies vénériennes.

Hyménées

Judi matin, a été célébré le mariage de M. Eugène Bican, conducteur-typographe à l'imprimerie du Journal du Lot, avec Mlle Louise Laucon.

Nous adressons aux jeunes époux nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

Triste compatriote

Le nommé Henri Malgloire, âgé de 39 ans, originaire de Limoges, prévenu d'outrages à agents, rébellion et ivresse, a été condamné à un mois de prison et 5 francs d'amende par défaut, par le tribunal correctionnel de Montauban, le 3 juillet.

La baisse des cours

Nous lisons dans la Dépêche : A Aurillac, à la suite de négociations entre la municipalité et le Syndicat des bouchers, le prix de la viande au détail vient d'être abaissé de 1 fr. par kilo.

Grande fête sportive de Cahors

La grande fête sportive de Cahors organisée par l'I. E. P. de la 3^e Subdivision, sous le patronage de la Municipalité, avec l'aide des Sociétés Agrégées du Gouvernement et Société scolaire de la 3^e Subdivision, du 7^e R. I. et sous la Présidence d'Honneur de MM. le Préfet, le Maire de Cahors, le Colonel commandant les Subdivisions de Montauban, le colonel commandant le 7^e R. I. et M. l'inspecteur d'Académie, aura lieu le 18 juillet 1920, au profit des « Camps de Vacances » et des Baux de la Ville.

Voici l'appel qui est adressé aux jeunes gens :

Jeune gens ! L'heure impatientement attendue est arrivée de faire table rase de cette légende stupide qui faisait de ce département une région presque anti-sportive.

Le nombre des engagements, qui dépasse toutes les prévisions, le grand nombre de prix généreusement et spontanément offerts par la population cadurcienne et l'empressement des autorités à nous faciliter la tâche, ont déjà, et sérieusement ébranlé cette légende, et nous détruirons définitivement le 18 juillet.

Ce jour là, les vieux reprendront, en votre honneur, la fibre tenue des gymnastes et nous clôturerons dignement cette année sportive en nous remémorant les progrès réalisés en 1919 (création d'un stade par l'aviation cadurcienne, éducation physique pratiquée dans 67 écoles, création d'une section féminine, d'une section de gymnastes aux appareils, et, nous osons l'espérer, d'une salle qui s'ouvrira le 1^{er} octobre pour nous permettre de ne pas rester inactifs cet hiver.

Rendez-vous le 18 juillet sur les Allées Fénélon, de tout corps et à pleins muscles, pour l'honneur des sports et au bénéfice de la santé de nos enfants.

Itinéraire de la course de bicyclettes

Départ 16 h 15 : Allées Fénélon ; Boulevard Gambetta ; Côte des Evêques ; Route de Cahors à Cahors jusqu'au passage de la (fixe) ; Retour par la même route, les quais, tourner à gauche au pont de Cabesaut, route de Coty, Pont Louis-Philippe, neutralisation en face du garage Rivière ; signature d'arrivée, Allées Fénélon.

Prix : 1^{er} : 50 fr. ; 2^e : 25 fr. ; 3^e : 15 fr. 4^e : 10 fr. offerts par la Municipalité de Cahors, plus de nombreux prix en espèces offerts par les Maisons de Cycles, pneus et leurs représentants de Cahors.

Arts aux coureurs. — La course coïncidant avec la fête de Larroque, toute attention est recommandée aux coureurs pour éviter les accidents, le commissaire de course a tout prévu pour le passage de Larroque, tant à l'aller qu'au retour. Le commissaire de course suivra les coureurs sur une automobile mise à la disposition des organisateurs par M. Rivière, marchand de cycles, Boulevard Gambetta.

Pourront prendre place avec le commissaire, les correspondants de journaux.

Une seconde voiture conduite par M. Delcours, représentant la marque « Peugeot » suivra également les coureurs.

Il sera fait en cours de route deux contrôles secrets : commissaires et juges : MM. Tardieu, Morange, Henras.

Les coureurs engagés devront se munir de dossard avec leur numéro.

Engagement clos le 14 juillet, terme de rigueur, à M. Duluc, chef d'I. E. P. Cahors.

Course à pied 5.000 mètres

Itinéraire. — Départ : Allées Fénélon, un tour de piste ; Boulevard Gambetta ; Côte des Evêques, les quais, Boulevard Gambetta ; arrivée, Allées Fénélon.

Juges et commissaires : MM. Contou, Dupuis, Fricot, Fricot, Fricot.

Nombres prix en nature offerts par MM. les Commerçants et les Sociétés de la Ville. Le Comité des fêtes fait connaître que la course de relais se fera sur 800 mètres.

Les prix pour toutes les épreuves seront donnés en détail par la voie des journaux, la semaine précédant la fête.

Prix des places : chaises ou banc : 2 fr. 00. En location, 2 fr. 25. Location ouverte à partir du 12 juillet chez MM. Imbert et Rollés marchands de journaux à Cahors.

Entrée générale : 0 fr. 50. Le Comité invite tous les Cadurciens désireux d'assister à la fête sportive de retenir leur place à l'avance, le nombre des chaises étant très limité.

Exposition des prix chez M. Laur, coiffeur Boulevard Gambetta.

Les prix seront retirés par les gagnants, à l'adresse ci-dessus, au moyen d'un bon qui leur sera remis par le Comité.

Course de bicyclettes

1. Guary Jean, 2. Arramendy, 3. Bénatre Louis, 4. Dupuis Emile du Compagnon Club Cadurcien ; 5. Fontanel, de l'Étoile de Gourdun ; 6. Fayet, de l'Avion Cadurcien ; 7. Mommejan, 8. Fauché, de l'Étoile de Gourdun ; 9. Galapou, 10. Delmouly, 11. Combarès, du 7^e R. I. ; 12. Lacoste, de l'Étoile de Gourdun ; 13. Clavelou, 14. Castelnaud, 15. Brustaud, 16. Dupouy, 17. Berges, 18. Baillat, 19. Labro, moniteurs au 7^e I. E. P. ; 20. Agazou, 21. Lazzari, 22. Bertrand, 23. Bone, 24. Combarès, 25. Deltel, 26. Hormières, 27. Liches, 28. Marmiesse Ch., 29. Marmiesse R., 30. Miquel, 31. Rolles, 32. Salmes A., 33. Sabaté, 34. Soulié, 35. Théron, 36. Verdier, 37. Veyrieras, 38. Rosset, du 7^e R. I. ; 39. Larroque, 40. Péloucat, 41. Loche, 42. Larrazet, 43. Larquier, 44. Vital, 45. Lalanne, 46. Lapeyre, 47. Visières, 48. Julien, 49. Dujardin, 50. Bonne-maison, 51. Labatut, 52. Fournasier, soldats du 7^e R. I. ; 53. Pradines, de Pradines ; 54. Philipon, de Villeneuve-sur-Lot ; 55. Cinié, du 7^e R. I.

Trop honnête sans le vouloir !

Samedi matin, une jeune bonne d'un restaurant de la rue des Auberges se présentait au bureau de police pour déclarer qu'elle avait perdu son porte-monnaie contenant 174 francs.

Depuis samedi, aucune déclaration de trouvaillie ne fut faite à la police. La jeune femme ne comptait plus retrouver son argent.

Mais le hasard fait bien les choses, et la vertu est toujours récompensée, dit-on.

Mardi matin, à la suite de plaintes portées par des habitants de la rue des Auberges, au nombre desquels se trouvait la patronne de la jeune bonne, M. le Commissaire de police convoqua à son bureau la femme légère connue sous le nom de « Wagon ».

Celle-ci se rendit à la convocation et en attendant d'être introduite dans le cabinet du Commissaire, elle s'installa, majestueuse, sur l'unique fauteuil du bureau.

« Que me veut M. le Commissaire ? » demanda-t-elle à l'agent de service. — « Je n'en sais rien », répondit l'agent. « Mais il y a un compte à régler. »

« Pardon, je reviens » ; et prestement, le « Wagon » sortit du bureau de police. Elle était de retour, 5 minutes après, juste au moment, où M. Caillou la demandait.

« Eh bien, c'est le moment d'arriver », dit le Commissaire.

« Oh ! monsieur, je vous jure que je le rapporte. Je suis honnête, moi. Tenez, le voilà le porte-monnaie que j'ai trouvé samedi dans la rue des Auberges. J'ai compté devant M. l'agent Courréjou : il y a les 200 francs. »

M. Caillou, qui en a vu bien d'autres, cependant, ne comprenait rien aux déclarations du Wagon, qu'il faisait appeler pour la sermonner sur sa scandaleuse conduite.

Des explications rapides le mirent au courant, et il envoya chercher la bonne qui avait perdu le porte-monnaie et sa patronne. Toutes deux recoururent le porte-monnaie. « Mais il n'y avait que 174 francs », disait la bonne. — « Pardon, répliquait le « Wagon », j'ai compté devant M. l'agent Courréjou : il y a 200 francs ! Je suis honnête, moi. »

En effet, elle rendait plus que ne contenait le porte-monnaie perdu.

Le « Wagon » avait cru que le Commissaire la faisait appeler au sujet du porte-monnaie perdu par la bonne et trouvé par elle !

Mais alors, la scène inévitable se déroula : les injures succédèrent aux noms d'oiseau. Le Commissaire mit fin à la scène. Il remit le porte-monnaie à la jeune bonne qui était ravie, puis il sermonna le « Wagon » sur le scandale qu'elle provoquait chaque jour dans le quartier où elle habitait.

« Mais, M. le Commissaire, je vais me marier et je vais habiter une autre maison où je serai chic » (sic).

Sur ce, le Commissaire donna congé au « Wagon » qui se retira lourdement déçue d'avoir rendu un porte-monnaie qu'on ne lui réclamait pas et qu'elle avait garni de 26 francs sur ses économies !

Vols

Les trois jeunes gens qui ont coopéré au cambriolage commis dans la nuit de lundi ont été écroués.

Le soldat Moreau qui semble avoir été l'instigateur du « coup » a été mis en cellule à la caserne. C'est un ancien pensionnaire de la colonie d'Essyes ; un fort caillou, quoi ! Il raconte complaisamment qu'il a subi plusieurs condamnations, dont une à la peine de mort, et que s'il n'est pas allé au poteau, « ce fut moins une ! »

Lestel a été condamné en novembre 1919 à 3 mois de prison pour vol. Quant aux deux autres, Rigambert et Foursat, ils n'avaient jamais encore eu aucun rapport avec la police.

Les Junies

Suicide. — Mardi matin, 6 courant, on a trouvé pendu dans sa grange au village de la Mause, un propriétaire de la commune, nommé Tardieu. Veuf, depuis quelques années, il s'était remarié, il y a environ trois mois, avec une veuve d'Anglars-Juliac, bien plus jeune que lui. On attribue cet acte désespéré à des chagrins intimes.

Cazals

Matualité. — Dimanche prochain, 11 juillet, aura lieu à la Mairie à 14 heures précises, la réunion trimestrielle de l'Union amicale des combattants, et de la Société de Secours mutuels.

Ordre du jour : Assemblée générale de la Société de Secours mutuels, causerie sur la Mutualité, admissions nouvelles, nomination du bureau.

Tous les sociétaires, ainsi que toutes les personnes s'intéressant aux idées mutualistes et au développement de cette jeune association, sont instamment priées d'y assister.

Carnet blanc. — Mardi a été célébré à Marminiac, dans la plus stricte intimité, le mariage de Mlle Eva Cessac, fille de notre sympathique facteur des postes, avec M. Jean Calmeilles, surnuméraire de l'enregistrement.

Nous offrons aux nouveaux époux nos vœux les meilleurs.

Figeac

Programme de la fête nationale du 14 juillet. — Le 13 juillet, à 7 heures du soir, sonnerie des cloches. A 9 heures, retraite aux flambeaux, départ pour la Gare.

Le 14 juillet. — 6 heures du matin, réveil en fanfare, sonnerie des cloches de la ville. A 8 heures distribution de bons de pain aux indigents dans la cour de la Mairie. A 2 heures, bal sous la halle aux grains. A 8 h. 1/2, concert donné par l'harmonie « Les Artisans réunis », au Carrefour St-Martin (le programme sera donné ultérieurement). A 10 heures, bal sous la halle.

Théâtre. — Le théâtre des Variétés a joué mardi soir « Le Maître des Forges ». Cette pièce, qui a été tout-à-fait bien rendue, a obtenu un grand succès. Il est vrai qu'au talent incontesté des artistes, il y a lieu d'ajouter celui du décorateur qui serait, dit-on, M. Ravina lui-même.

Mise en scène et décors irréprochables, costumes du meilleur goût et exécution parfaite. A signaler spécialement Mme Ravina qui, dans le rôle de Claire de Beaulieu, a été tout simplement admirable et M. Bourgeois qui a rendu celui de Philippe Darbly d'une façon irréprochable.

En résumé, jolie soirée, dont le public est sorti charmé.

Demain, samedi, à 8 heures du soir, « Les 28 jours de Clairette ».

Dimanche, en matinée, à 2 heures, « Mademoiselle Nitouche ».

Dimanche au soir, à 8 heures, « Les Deux Gosses ».

Notre prochain feuilleton

Nous commencerons, prochainement, la publication de

La neige sur les pas

De Henry BORDEAUX

qui vient d'être reçu, dernièrement, à l'Académie Française.

DÉPÊCHES

Paris, 11 h. 55.

A SPA

Le désarmement

De Spa : Ce matin, à 11 h., les Alliés décident du désarmement. Ils donneront 3 mois à l'Allemagne, dit-on, mais ils se rendent compte eux-mêmes de la difficulté d'aller chercher les armes, en Prusse orientale, notamment. Et il peut y avoir, par suite, des délais accordés en cours d'exécution. Toutefois, on veut imposer une volonté nette afin d'en finir avec les tergiversations qui se succèdent depuis l'armistice.

A midi les Alliés signifieront leur décision aux Allemands.

Le charbon

Cet après-midi, séance plénière pour la remise de la note des Alliés concernant le charbon. Ici, le succès français sera absolu.

Ancien gendarme retraité, homme actif et énergique, est demandé pour remplir les fonctions de garde-chasse, dans une propriété de 50 hectares. — Sérieuses références exigées. — Pour plus amples renseignements et conditions, écrire ou se présenter à M. Lacarotte, château de Grimard, par Puy-Évêque (Lot).

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

Emile MARTY, fils

5, rue G. Clemenceau, Cahors

Bagues, Broches, Dormeuses en tous genres, Montres or, argent, acier et nickel hommes et dames ; Pendules, Réveils, Régulateurs, Sautoirs, Colliers, Chaines et Bracelets or et argent.

Atelier spécial de réparations d'horlogerie, bijouterie. Monture de bijoux. Achat de matières or et argent.

Marché de La Villette

5 juillet 1920

ESPECES

RENVOI

PRIX PAR 1/2 KIL. Les porcs se cotent au 50 k. poids vif

1^{er} qual. 2^e qual. 3^e qual.

Bœufs... 5.638 » 4,20 4,00 3,50

Vaches... 3.337 » 4,50 4,00 3,50

Veaux... 10.642 » 5,75 5,25 5,00

Porcs... 1.707 » 7,40 7,20 7,00

Les pétroliers accentuent leurs bonnes dispositions de la veille, Eagle 452, Shell 468, Royal Dutch 28.600, Omnium des pétroles 1930.

FEUILLETON DU « JOURNAL DU LOT » 67

LES BATAILLES DE LA VIE

Le Droit de l'Enfant

PAR GEORGES OHNET

X

Il n'insista pas. Quelques instants après, il demanda :

— Et aucune nouvelle de l'homme ? — Aucune.

Il y en avait cependant. A Montivilliers, on s'était ému d'une disparition qui durait depuis vingt-quatre heures, et on avait pris des informations dans le pays. Le parquet de Beauvais, prévenu, avait commencé une enquête, et les agents de la police locale fouillaient l'arrondissement. Cendrion en avait été averti par Laroque. Il se gardait bien d'en parler à David, trouvant inutile de l'agiter. Vers dix heures, le médecin vint et constata un mieux très appréciable : la blessure était en bon voie de guérison et l'état général s'améliorait. Il parla longuement avec Pérignon et Cendrion de l'affaire de Montivilliers.

Les renseignements fournis par les domestiques du château donnaient à penser que le marquis était

parti, dans la nuit, pour Paris. On l'avait vu sortir le soir, le lendemain son lit n'était point défait, et depuis il n'était pas rentré. Intrigue galante, sans doute ; avec un homme tel que Condottieri il fallait croire non pas à un accident mais à une escapade. Il courait après quelque femme. Les amis d'Herbelin n'avaient point crédité le docteur. Ils aimèrent mieux que les recherches s'égarassent du côté de Paris. Du moment que le corps du marquis n'avait pas reparu, qui pouvait savoir s'il reparait jamais ?

Cendrion disait :

— Il faut attendre sept jours. Dans sept jours, s'il n'est pas remonté à fleur d'eau, c'est que quelque pilote du moulin, ou un racine secourable l'aura gardé obstinément. Et alors les écrivains du Liron se chargeront de ses funérailles.

Après le déjeuner Louise revint dans l'appartement de son mari. Elle s'installa près d'une fenêtre, avec son ouvrage, et travailla en silence, se levant seulement pour donner au blessé la potion ordonnée par le médecin. David la regardait sans prononcer un mot et la remerciait d'un signe de tête. Une fois cependant il la questionna :

— J'ai eu beaucoup de fièvre cette nuit. Est-ce que j'ai parlé ?

— Oui.

— Qu'ai-je dit ?

— Des mots indistincts. Rien que j'aie pu comprendre.

— Mais, vous-même, n'avez-vous

point parlé ?

Pour vous demander si vous souffriez, peut-être... Voilà tout...

Il hocha la tête, comme pour remercier, et se tut. Mais à partir de cet instant, il éprouva une certaine satisfaction à la voir auprès de lui et à être servi par elle. En dépit des dénégations qu'elle lui opposait, il avait, dans la vague de sa pensée, le souvenir d'une scène où elle le suppliait et où elle pleurait devant lui. Il la revoyait à genoux près de son lit, sanglotant ; il l'entendait lui crier grâce et, sur sa main, il sentait encore la chaleur de son front. Elle avait beau n'en vouloir pas convenir, il était sûr qu'elle l'avait supplié, qu'elle s'était repentie, qu'elle avait maudit sa faute, et cela, à l'heure même où il venait de frapper son complice. Pourquoi ne voulait-elle pas en convenir ? Était-ce un dernier reste d'orgueil qui la faisait reculer devant l'aveu de son remords humilié ? Et pourtant elle avait pleuré, elle souffrait, elle implorait.

Il